

# Les Echos

TRIBUNE

## Opinion | Le CPF, levier essentiel pour gagner la bataille du plein emploi

Pour concrétiser l'objectif plein emploi du chef de l'État, il faut sanctuariser l'effort de formation dont le pays a tant besoin, plaide Natanael Wright, fondateur de Wall Street English et président de la commission langues des Acteurs de la compétence.

Par [Natanael Wright](#) (président de Wall Street English France)

Publié le 25 juil. 2022 à 8:43 Mis à jour le 25 juil. 2022 à 8:50

Depuis la création du Compte personnel de formation en 2015, les Français se sont emparés de la possibilité de développer leurs compétences, sans avoir à recueillir l'assentiment de leur employeur. Le succès est spectaculaire : 4,6 millions de dossiers de formation ont été financés par le CPF, dont plus de deux millions en 2021.

Pourtant, des voix s'élèvent pour brider le CPF et douter de sa soutenabilité au regard de la situation financière de France Compétences, l'organe public en charge de sa gestion. La Cour des comptes a ainsi relevé que l'opérateur a enregistré un déficit de 3,2 milliards en 2021 qui pourrait atteindre 5,9 milliards en 2022. Les magistrats ont donc appelé à réduire la voilure pour maîtriser les coûts. De même, le recours abusif au démarchage en ligne ou téléphonique a pu lasser les Français et susciter un désir de corseter le CPF dans l'opinion publique.

### Former pour résorber les tensions de recrutement

Ce serait toutefois une erreur historique et un contresens économique de revenir sur le CPF, car l'objectif du plein-emploi affiché par le Président de la République pour ce quinquennat est intrinsèquement lié à l'effort de formation.

Et pour cause, alors que six dirigeants sur dix souffrent de tensions de recrutement [selon la dernière enquête de conjoncture de la Banque de France](#), l'accès à la formation tout au long de la vie doit être plus que jamais sauvegardé. Si la formation initiale a une incidence directe sur l'accès à l'emploi (l'INSEE relève que le chômage est cinq fois plus élevé à la sortie de la formation initiale pour les personnes sans diplôme que pour les BAC + 2 ou plus), la formation continue permet d'accompagner les mutations profondes que connaît le monde du travail. Un bon niveau d'anglais ou de compétences numériques est devenu par exemple un prérequis indispensable pour s'insérer durablement dans l'emploi.

Notre compétitivité globale résulte de la maîtrise de ces compétences. Une [étude du cabinet Asterès](#) a ainsi établi une corrélation entre l'augmentation du multilinguisme et l'amélioration de la balance commerciale, l'une des faiblesses structurelles de l'économie française depuis vingt ans. Une hausse de

1 % du nombre de multilingues en France permettrait notamment d'exporter 4,5 milliards d'euros de biens et services supplémentaires. Pour l'individu, la maîtrise d'une langue étrangère offre la possibilité de gagner 4 300 euros de plus par an.

Le CPF constitue également un vecteur de progrès social : il permet à davantage de "cols bleus" d'enrichir leurs compétences, quand cela semblait auparavant l'apanage des seuls "cols blancs". Se former, c'est aussi se donner la possibilité de se reconvertir dans une activité différente au milieu de sa vie, comme l'envisagent aujourd'hui un grand nombre de nos concitoyens. Le CPF permet d'accompagner cette quête de sens et de liberté que la crise sanitaire a accentuée. Il est donc capital de le développer alors qu'une écrasante majorité des 38,8 millions de personnes titulaires d'un compte n'y ont pas encore eu recours.

### **Des évolutions à prévoir pour assurer la pérennité du CPF**

Pour assurer sa soutenabilité, des améliorations doivent bien sûr être envisagées. Il faut d'abord mieux cibler les formations éligibles au CPF, en lien avec les besoins réels des entreprises qui recrutent. La lutte contre la fraude et le démarchage abusif qui empoisonnent la vie des Français doivent aussi être menés vigoureusement.

Par ailleurs, depuis janvier dernier, la certification Qualiopi permet de sélectionner, sur la base de 32 critères de qualité, les organismes qui peuvent bénéficier de financement dans le cadre du CPF. Les premiers effets de cette mesure vont vite permettre de séparer le bon grain de l'ivraie des organismes de formation. Si besoin, les critères de certification pourront encore être durcis : dès lors que des deniers publics sont en jeu, la rigueur des contrôles est indispensable.

Enfin, la question financière demeure centrale, comme l'a soulevé la Cour des comptes. Ne faut-il pas envisager d'instaurer un reste à charge, à l'image des pratiques dans le secteur de la santé, afin de mieux répartir les coûts du CPF et de responsabiliser les Français face à l'acte pédagogique ?

La nécessité de la transition écologique, couplée à la révolution numérique dont nous n'avons pas encore vu tous les effets, va exiger un immense effort d'adaptation de nos économies et des travailleurs qui les composent. Le CPF est un puissant vecteur de transformation plébiscité par les actifs : développons-le plutôt que de le restreindre ! C'est lui qui nous permettra de construire l'économie de la connaissance et de l'écologie qui s'imposera demain.